

Cure d'austérité

Attention danger !

Pour une fiscalité

véritablement plus juste et efficace

**« Modernisation de l'action
publique » à Bercy :**

c'est l'austérité généralisée !

Des luttes et des victoires

aux Finances

AU SOMMAIRE

02 • Édito

03 • Banque publique d'investissement : une gigantesque opération de pub ?

04 • Pour une fiscalité véritablement plus juste et efficace

05 • Un projet de loi de finances des plus austères pour 2014

06 • Douane : le ministère joue la politique de la terre brûlée

07 • Centres d'encaissement des Finances publiques : les actions payent !

08 - 11 • DOSSIER : « *Modernisation de l'action publique* » à Bercy : c'est l'austérité généralisée !

12 • Eurovergnates : un rendez-vous de lutte festif !

13 • Les États Généraux de la Douane : Une grande réussite !

14 • Conférence d'UNI-Europa Finance

15 • À lire à voir

MENTIONS LÉGALES

Directrice de la publication :
Patricia TEJAS

Imprimé par : RIVET Presse édition
24 Rue Claude Henri Gorceix
87000 LIMOGES
Tél : 05 55 04 49 50

Numéro de commission paritaire :
1014 S 07210
ISSN : 1961-6082

Fédération des finances CGT •
263, rue de Paris • Case 540 •
93514 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 55 82 76 66
Fax : 01 55 82 76 69
Courriel : finances@cgt.fr
Internet : www.finances.cgt.fr

Prix : 0.50 €

UNE FÉDÉRATION POUR PLUS DE PROGRÈS SOCIAL.



Édito

Une période sous haute tension...

Malgré l'auto-satisfaction du Président sur sa politique, la hausse du chômage ne faiblit pas, sans même parler d'une très hypothétique baisse à venir. D'après la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), il en va de même pour les défaillances d'entreprises parvenues à un niveau « *historiquement élevé* » en progression de 4,3%. Les plus touchées sont les PME avec une hausse de 8%.

Pourtant d'après M. Hollande, le Gouvernement mesurerait bien la situation et ferait le nécessaire pour « *réformer* » le pays en vu de redresser la barre. Il semblerait plutôt qu'il suive le vent, telle une girouette. Quelques pigeons qui roucoulent et les patrons obtiennent des centaines de millions d'euros d'exonérations supplémentaires. Quelques bonnets rouges patronaux s'adonnent au vandalisme et l'éco-taxe s'envole. Quelques ruades de chevaux en ville et la hausse de la TVA pour les centres équestres est compensée au 2/3. En revanche, des milliers d'agents des douanes font grève pour défendre leurs missions publiques et face à eux le mépris. Des centaines de milliers de salariés luttent pacifiquement pour conserver une retraite digne et bien méritée. La réponse se traduit par un report de leur droit à en profiter et par une baisse des pensions.

Alors quand le Premier ministre nous promet une remise à plat de la fiscalité, le pire est donc à craindre. Que va-t-il bien pouvoir inventer pour que ses cadeaux aux plus riches pèsent encore d'avantage sur les classes moyennes et populaires ? Nouvelle hausse de la TVA, impôt tout particulièrement injuste ? Baisse de la fiscalité des entreprises alors qu'elle est en réalité déjà une des plus faible d'Europe, derrière même la Suisse ou l'Irlande (source : Banque Mondiale) ?

Les patrons français ont vu leurs salaires augmenter de 6 %. Depuis combien de temps les salaires des fonctionnaires sont gelés ? 4 ans déjà ! Et le Gouvernement dans sa grande générosité nous promet 3 années de plus au même régime ! Qu'on se le dise, ce n'est guère mieux dans le secteur semi-public ou privé.

Il y a urgence. Nous devons augmenter le niveau de rapport de force, dans l'unité, et nous battre plus ardemment encore pour nos missions, pour nos emplois, pour nos salaires et pour plus de justice sociale dans ce pays.

BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT : UNE GIGANTESQUE OPÉRATION DE PUB ?

Agrands coûts de communication et de publicité, le Gouvernement, le ministère des Finances et la Banque publique d'investissement (BPI) vantent les mérites de la jeune institution de financement public créé par François Hollande.

Pourtant, force est de constater que la BPI ne dispose que de peu de moyens supplémentaires à ceux des entités préalablement existantes qui la composent, soit environ 42 millions d'euros. Pour rappel, la BPI est notamment composée d'OSÉO, de CDC Entreprises et du Fonds stratégique d'investissement (FSI créé par Nicolas Sarkozy en 2008).

À travers, le Conseil d'orientation national et les conseils d'orientations régionaux, des dialogues de sourds se déroulent entre la direction générale de la BPI, les directions régionales d'un côté et les représentants des PME, les partenaires sociaux de l'autre. Ces derniers dénoncent l'insuffisance des moyens et le peu de clarté des choix stratégiques de la BPI, visiblement plus encline à soutenir les grands groupes que les PME.

Face à la crise, la BPI participe à consolider les trésoreries des entreprises avec une enveloppe de 500 millions d'euros, avec une participation à des « fonds de fonds » d'organismes spécialisés privés ! Il faudrait 10 fois plus de fonds pour être réellement efficaces. Elle met en place l'offre de financement du Crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE). 3000 dossiers étaient en cours, à la fin mai, pour un montant global de 500 millions d'euros. Au-delà de son principe même, la CGT a dénoncé l'absence de contrôle du CICE par l'administration fiscale et un système complexe pénalisant les PME.

La BPI finance l'investissement à hauteur de 600 millions d'euros ce qui est, là encore, dérisoire dans la période actuelle. L'innovation est pré-financée à hauteur de 80 % du Crédit impôt recherche (CIR), le prêt pour l'innovation est lancé avec une enveloppe de 100 millions d'euros. Dans le cadre du soutien au commerce extérieur avec les PRIE (Plan régional de soutien à l'internationalisation des entreprises), une enveloppe de 150 millions d'euros permet de soutenir les entreprises qui exportent.

En conclusion, la BPI a suscité bien des attentes des PME, des ETI (établissements de taille intermédiaire) et des représentants des salariés dans les CE face aux difficultés actuelles de trésoreries et de financements d'investissements. Elle entraîne, à l'image de ce gouvernement, bien des déceptions.

La CGT ne cesse de plaider pour que la BPI se finance massivement auprès de la BCE pour soutenir bien plus fortement les entreprises et donc l'emploi, les salaires, la formation. La proposition de la CGT d'un pôle financier public progresse partout où nous menons le combat pour lutter contre la crise du capitalisme mondialisé en poussant les banques à financer l'économie réelle au lieu de soutenir la spéculation et les marchés financiers. La BPI jouerait alors un rôle de moralisateur du financement de l'économie des territoires.

C'est le combat actuel que mènent les nombreux représentants de la CGT dans tous les conseils d'orientations en soutien aux luttes des personnels, de leurs représentants dans les comités d'entreprise.

Brèves

Des banques pourraient avoir manipulé les taux de change

Le marché des taux de change est considérable. Chaque jour, l'équivalent de 5300 milliards de dollars sont échangés dans le monde. Une dizaine de banques sont soupçonnées d'avoir manipulé le taux de référence de change entre 160 monnaies pour faire plus de profits. L'enquête se poursuit.

80 000 comptes bancaires suisses détenus par des français

D'après le journal Suisse « *Le temps* », les banques du pays comptabiliseraient 80 000 comptes non-déclarés détenus par des français. Le journal estime également que 70 milliards d'euros seraient déposés sur ces comptes. 10 000 régularisation de situations sont attendues. À suivre...

POUR UNE FISCALITÉ VÉRITABLEMENT PLUS JUSTE ET EFFICACE

Le Premier ministre engage un débat global sur la fiscalité et les dépenses publiques. Si la CGT Finances pourrait se réjouir de voir posée une approche globale de la fiscalité qu'elle appelle de ses vœux, depuis de nombreuses années, les modifications apportées ces derniers mois à notre système fiscal (hausse de la TVA, CICE,..) et les annonces récentes ne sauraient nous satisfaire.

La CGT Finances considère comme indispensable de réhabiliter l'impôt sur le revenu. Il doit redevenir un lien fort entre l'ensemble des citoyens et le financement de leurs services publics. Pour plus de justice, il est nécessaire de le rendre plus progressif en créant de nouvelles tranches pour les plus hauts revenus et d'en finir avec les niches fiscales n'ayant pas démontré leur efficacité. Dans le même temps, la TVA, impôt supporté plus fortement par les citoyens les plus modestes, doit être révisée fortement à la baisse. Il convient également de revoir la fiscalité locale, du patrimoine, des successions...

Au niveau des entreprises, une importante réforme fiscale est également nécessaire. Les gouvernements successifs ont accumulé les cadeaux fiscaux aux entreprises, dernier exemple le CICE (crédit impôt compétitivité emploi). Cela entraîne aujourd'hui une fiscalité des plus injustes pour les entreprises. Quand celles du CAC 40 payent 8% d'impôt sur leurs bénéfices, les plus petites d'entre elles payent jusqu'à 30 %. La CGT Finances propose, entre autre, que le taux d'impôt sur les sociétés soit modulé en fonction de l'affection économique et sociale des bénéfices par l'entreprise. Il pourrait être réduit pour favoriser l'emploi et la hausse des salaires, l'investissement dans la recherche, la formation, le respect de l'environnement. A l'opposé, il serait revu à la hausse pour les entreprises qui versent des dividendes importants à leurs actionnaires et qui utilisent leurs bénéfices à des fins spéculatives.

Sont également évoquées la fusion impôt sur le revenu/CSG, ainsi que la mise en place de la retenue à la source. Pour la CGT Finances de telles perspectives sont inacceptables. Elles entraîneraient la fin de la séparation entre le financement de l'Etat et le financement de la protection

sociale. Cette dernière serait alors soumise aux décisions des parlementaires qui pourraient affecter les recettes où bon leur semble, privant les salariés d'une ressource pour leur protection sociale.

Autre annonce d'importance, l'accélération de la réduction des dépenses budgétaires, de 60 milliards d'euros en 4 ans. Ce serait inévitablement autant de services publics en moins, à un moment où la population est fragilisée par la crise.

En revanche, le Premier ministre n'évoque ni les 130 milliards d'euros estimés de fraude et d'évasions fiscales chaque année, ni même les 20.000 suppressions d'emplois à Bercy ces 10 dernières années qui sont autant de moyens en moins au service des missions de contrôle.

Pour la CGT Finances un travail doit aussi être engagé, dans toute la société, sur l'efficacité et le contrôle de la dépense publique. Il faut en finir avec une fiscalité au service des classes sociales dominantes. La Fédération des finances CGT apportera toute sa contribution pour une fiscalité véritablement plus juste et efficace.

**RETRouvez
TOUTES NOS
PROPOSITIONS**

■ SUR ■

www.justicefiscale.fr

UN PROJET DE LOI DE FINANCES DES PLUS AUSTÈRES POUR 2014

Le projet de loi de finances 2014 présenté par le gouvernement prétend répondre à des objectifs de croissance et d'emploi. En réalité, tout en s'inscrivant dans la continuité des politiques antérieures, il porte toutes les marques d'une aggravation de l'austérité. Il répond en cela aux exigences de la Commission européenne qui l'a d'ailleurs validé, tout en estimant qu'il n'allait encore pas assez loin en ce sens. Ce budget affiche pourtant une économie dans les dépenses publiques de 15 milliards d'euros afin de répondre au dogme de la réduction des déficits publics.

Ces réductions budgétaires vont frapper de plein fouet les dépenses sociales et donc fragiliser encore plus les populations défavorisées. Elles frapperont aussi les dépenses de l'État

affaiblissant encore le service public et ses capacités à œuvrer dans l'intérêt général. Ainsi, alors même que la lutte contre la fraude fiscale apparaît comme une priorité en cette période de crise, les moyens et les emplois des administrations fiscales sont une fois de plus diminués, comme le sont ceux de toutes les administrations de contrôle.

Une telle politique consacre la renonciation du rôle de l'État. Cela est d'autant plus inacceptable que ce budget instaure le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), pour un coût de 10 milliards d'euros, sans aucune contre-partie ni contrôle dans son utilisation, s'ajoutant aux nombreuses aides au patronat déjà existantes. En cela, ce budget comme les précédents se caractérise par son injustice. Il fait reposer l'essentiel des

efforts sur les ménages et épargne les entreprises et les classes les plus aisées. La réforme de la fiscalité attendue n'est pas au rendez-vous, bien au contraire.

Depuis, l'annonce par le Premier ministre d'une remise à plat de la fiscalité pour 2015 peut laisser croire à un changement. Mais cette annonce s'accompagne de la déclaration suivante : « *Nous allons réaliser 15 milliards d'euros d'économies en 2014, mais il faudra continuer au moins au même rythme en 2015, en 2016, en 2017* ». La logique budgétaire du gouvernement reste donc bien celle de l'austérité. Tout en portant ses propositions de réforme fiscale pour plus de justice et d'efficacité économique la CGT défendra une orientation des politiques publiques qui tourne le dos à l'austérité.

ÉCO-TAXE, LE FIASCO GOUVERNEMENTAL

Une fois de plus le Gouvernement a reculé devant les exigences patronales en suspendant l'écotaxe. Pour la CGT, la fiscalité environnementale doit s'appuyer sur une autre façon de travailler, de produire et de transporter les marchandises. Elle doit s'inscrire dans une réforme fiscale d'envergure en faveur du monde du travail.

Le transport routier utilise aujourd'hui des infrastructures routières quasi-intégralement financées par nos impôts. Alors qu'ils sont responsables d'une grande partie de la dégradation des routes, les transporteurs refusent pourtant d'assumer leurs responsabilités en

matière d'investissement et d'entretien. De plus, cette « *sous-tarification* » créé une distorsion de concurrence ne permettant pas le transfert d'une partie du fret vers le transport ferroviaire ou fluvial.

Il faut également signaler que le patronat routier sera exonéré de la nouvelle taxe « *climat énergie* » qui reposera essentiellement sur les ménages et les salariés créant ainsi une nouvelle injustice fiscale !

DOUANE : LE MINISTÈRE JOUE LA POLITIQUE DE LA TERRE BRÛLÉE

Jeudi 21 novembre, plus de 1600 douaniers, venus de toute la France, étaient réunis devant Bercy pour crier leur colère. Qu'ils se soient déplacés en car, en métro, en train, en avion, à pied... ils étaient présents pour dire au ministre, dans une unité syndicale sans faille, à quel point les suppressions d'emplois et les réformes sans fin détruisent leurs missions. Devant l'autisme dont a fait preuve le ministère, face à la délégation intersyndicale, les douaniers sont contraints de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance de l'utilité publique de leurs missions.

Brèves

La France s'obstine à saborder la taxe sur les transactions financières

Après le ministre de l'Économie, qui, sous l'influence du lobby bancaire, avait déclaré « excessif » le projet de la Commission européenne, c'est au tour du gouverneur de la Banque de France de monter au créneau contre un projet qui, selon lui, « n'est pas viable et doit être entièrement revu ». Pour l'instant toutefois, la Commission défend la pertinence de son projet.

Depuis un an maintenant, les douaniers se sont inscrits dans une bataille pour réhabiliter leurs missions et faire barrage aux suppressions d'emplois. Leurs effectifs étaient de 19 000 en 2007. Aujourd'hui, ils sont à peine plus de 16 500. Mais pire encore, la Direction générale prévoit, à l'horizon 2018, la suppression de 1500 emplois de douaniers supplémentaires !

Et pourtant, la Douane n'est plus, comme beaucoup le pense encore, une administration destinée à contrôler nos frontières. C'est tout le contraire. Leurs missions couvrent de nombreux domaines comme la lutte contre la concurrence déloyale, les délocalisations, le dumping fiscal et social, les contrefaçons (et pas seulement de produits de luxe mais essentiellement de médicaments, de matériaux de construction, de pièce détachées automobile,...), les stupéfiants, les armes et explosifs, l'évasion de capitaux, les pollutions (notamment marines), les déchets dangereux, le trafic des êtres humains, le commerce illégal de la faune et de la flore...

Alors oui, nous avons besoin de douaniers pour assurer notre protection ! Non, nous ne voulons pas que nos enfants jouent avec des jouets toxiques ! Non, nous ne voulons pas nous soigner avec des médicaments dangereux pour notre santé !

A l'issue du rassemblement des douaniers, une délégation a été reçue par le cabinet ministériel. Celui-ci n'a pu que reconnaître l'importance de la mobilisation et s'est engagé à en tenir compte. Mais, les représentants de Bercy ont également été très clairs sur le fait que du côté de l'emploi, il n'y aurait aucun retour en arrière. Les contraintes budgétaires seront appliquées...brutalement !

Considérant que cette réunion n'était pas porteuse d'avenir, les douaniers, avec leurs organisations syndicales, ont décidé de poursuivre l'action. **Les 7 et 14 décembre prochain, des initiatives se dérouleront devant les grandes surfaces pour informer les consommateurs des risques qu'ils courent avec cette politique de la terre brûlée.**

Il convient également de signaler la grande responsabilité dont font preuve les agents des douanes dans leur conflit. Ils ne détériorent aucun bien public et se font entendre par la voix du nombre. Ce qui ne les empêche pas de faire preuve de fermeté et de détermination mais dans le respect du bien commun.

CENTRES D'ENCAISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES : LES ACTIONS PAYENT !

Les agents des centres d'encaissement des Finances publiques (Rennes, Lille et Créteil) étaient en grève dans la première quinzaine du mois d'octobre.

Ces agents travaillent dans des conditions industrielles difficiles et réclamaient donc une revalorisation de leur prime correspondante. En effet, celle-ci n'a pas été augmentée depuis 2007, malgré l'engagement de la Direction, à l'époque, de la rediscuter chaque année.

Plusieurs jours de suite, ils ont maintenu des blocages, suivis par endroit par plus de 80% du personnel. Après plusieurs réunions infructueuses avec la Direction, leur action a fini par payer.

Malgré leur importante détermination, ils ne sont pas parvenus à obtenir totalement satisfaction sur leur revendication d'augmentation de la prime industrielle. En revanche, ils ont acquis le paiement d'heures supplémentaires à hauteur d'environ :

- 600 € pour les agents de catégorie B,
- 450 € pour les agents de catégorie C.

La CGT a joué un rôle central dans l'accompagnement des personnels en lutte. Elle était bien entendu présente tous les jours à leurs côtés. Mais la CGT a également favorisé la prise de décision démocratique par les assemblées générales tant sur les modalités d'action et que celles de fin de conflit.

UNE VICTOIRE HISTORIQUE À LA BANQUE DE FRANCE !

Après des années de lutte, ponctuées par des grèves au premier semestre 2013, le gouverneur de la Banque de France a annoncé que tous les agents de surveillance se verront présenter une offre d'intégration dans le statut du personnel. Celle-ci se fera au plus tard à l'horizon mi-2015 avec application au 1er janvier 2016.

D'ici cette date, leur situation sera rapprochée des agents titulaires avec attribution du supplément familial de traitement, de la prime de bilan et de l'allocation spéciale.

Ces dispositions seront aussi appliquées aux agents d'entretien.

Dans un contexte de crise et d'austérité, la portée de cette victoire est considérable.

Brèves

Changer la Finance !

Cinq ans après la chute de Lehman Brothers, le système financier n'a pas été transformé et le risque systémique que les banques européennes font peser sur la société est plus important qu'il ne l'était en septembre 2008. Finance Watch lance une campagne pour que ce soit la société et non les banques qui fixe les règles imposées à la finance. Pour participer à cette campagne, rendez-vous sur le site : <http://www.finance-watch.org/fr>

La banque JPMorgan condamnée à 13 milliards de dollars d'amende

Cette amende, considérée comme « record », est liée à la crise des Subprime dans laquelle elle a joué un rôle majeur. 4 milliards de dollars iront aux « victimes de la crise ». Seulement, la crise est mondiale et le coût pour les victimes est bien plus important et international !



LA « MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE » À BERCY : C'EST L'AUSTÉRITÉ GÉNÉRALISÉE !

La Modernisation de l'action publique (MAP) concernera tous les ministères avec plus ou moins de violence en fonction des priorités gouvernementales.

Quel que soit le nom que l'on donne aux outils de sa mise en œuvre : simplifications, démarche pro-active, démarche stratégique, plans triennaux, organisation déconcentrée, dématérialisation, évaluation des politiques publiques, transversalité, inter-ministérialité, mobilité..., ce sont toujours les même « *ficelles* » qui sont mises en avant pour détruire l'emploi public et amoindrir les moyens d'intervention de l'État au niveau national comme en territoire.

À Bercy, les ministres ont récemment confirmé leurs choix avec l'inscription totale de la France dans les politiques d'austérité mises en œuvre au titre du pacte budgétaire européen et la soumission de l'État à la tyrannie des marchés financiers.

Cela se traduit par l'octroi de nouveaux cadeaux budgétaires au patronat. Cela se traduit aussi, pour les agents des ministères, par une véritable purge budgétaire mettant en péril l'exercice même des missions de service public et aggravant toujours plus leur conditions de vie au travail.

Pour les ministères économiques et financiers, la note est particulièrement salée avec 2 564 emplois supprimés. Les économies toucheront toutes les catégories de dépenses :

- baisse de 5 % des dépenses d'intervention,
- baisse de 4 % des dépenses de fonctionnement et d'investissement,
- et baisse de 0,4 % des dépenses de rémunérations.

Ces logiques budgétaires demeurent de véritables armes de guerre contre les agents et contre les citoyens. C'est toute la société qui entre dans une phase de réduction drastique d'accès aux services publics, phase qui génère précarité, injustice et donc montée des extrémismes et des nationalismes.

Aucune direction générale de Bercy n'est épargnée, bien au contraire une grande transversalité « *mortifère* » a été pensée et commence à être déployée dans les directions générales. Cette autre conception de l'action publique fragilise le statut général des fonctionnaires et les droits et garanties de tous les personnels quel que soit leur statut. De plus, elle imposera des mobilités forcées.

Contre cette politique du pire, la fédération des Finances CGT estime qu'il est grand temps d'engager un véritable bras de fer pour éviter que les citoyens, le monde du travail, les agents des Finances soient condamnés à l'austérité à vie. Les propositions et les revendications portées par la CGT montrent que d'autres choix sont possibles.

C'est pourquoi la fédération des Finances entend apporter toute sa contribution à l'élargissement des mobilisations, indispensables pour imposer le progrès social. Elle favorisera, à son niveau, toute démarche unitaire favorisant la montée en puissance des rapports de force et s'engage à la convergence des luttes.



les pratiques managériales provoquent un véritable conflit de valeurs pour les agents dont la mission n'est pas la satisfaction d'un client mais d'offrir le meilleur service à tous, dans le respect du principe d'égalité de traitement et d'accès à ce service

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES SAIGNÉE À BLANC

1988 emplois seront supprimés en 2014, à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Plus de 2 agents sur 3 partant en retraite ne sont pas remplacés en 2013 (source : Assemblée nationale).

La baisse des crédits de fonctionnement, d'intervention et d'investissement auront des conséquences

immédiates sur les travaux immobiliers, sur l'achat des consommables et d'outils informatiques, de remboursement de frais de déplacement.

La logique de régionalisation, voire d'inter-régionalisation, qui se dessine à la DGFIP permettrait d'interchanger les missions d'une direction départementale à une autre ou de transférer des missions d'une direction départementale à une direction régionale mettant à mal la présence de la DGFIP dans les territoires et bafouant le droit à mutation choisie jusqu'alors offert aux agents.

Le rétrécissement du réseau conjugué à l'augmentation des charges de travail, notamment celles concernant les missions d'accueil (+ 60 % en 10 ans, plus de 32 millions de visites en 2012), génère « *souffrance* » au travail et abandon de missions.

L'ADMINISTRATION CENTRALE PASSÉE À LA CEN-TRIFUGEUSE

Les agents affectés en administration centrale sont à bout de souffle. De réforme en réforme, de RGPP en Modernisation de l'action publique (MAP), ils se retrouvent dans un véritable laboratoire de test des réformes liées à la MAP. Cette « *centrifugeuse administrative* » est organisée pour répondre aux injonctions de modèles économiques les plus libéraux.

Toutes les fonctions dites « *supports* » sont touchées : ressources humaines, informatique, immobilier, gestion budgétaire, communication, fonctions juridiques. De nombreux chantiers structurants sur les fonctions supports de l'État sont lancés. Cela suppose de faire évoluer et converger tout à la fois les modes d'organisation, la culture professionnelle sur ces sujets et le rôle des acteurs eux-mêmes.

C'est la poursuite de projets très structurants comme l'Opérateur national de paye (ONP), le service des achats de l'État. C'est la fragilisation continue de directions stratégiques pour notre économie et pour la protection des citoyens face aux dangers industriels comme la Direction générale de la Compétitivité de l'industrie et des services (DGCIS).

Et c'est aussi, une très forte pression « *managériale* » visant à valoriser la performance individuelle au détriment de la collaboration et la participation collective. Or aujourd'hui, alors que ces méthodes issues du privé sont remises en cause dans les entreprises, Bercy les transpose dans ses services. Elles provoquent un véritable conflit de valeurs pour les agents dont la mission n'est pas la satisfaction d'un client mais d'offrir le meilleur service à tous, dans le respect du principe d'égalité de traitement et d'accès à ce service.



LA STATISTIQUE PUBLIQUE DANS LA TOURMENTE

Dans le prolongement des réductions drastiques des effectifs imposées par la RGPP, les ministres de Bercy ont fait le choix avec la MAP de fragiliser encore plus les missions d'information économique et sociale dévolues à l'INSEE.

La suppression de près d'une centaine d'emplois en 2013 vide petit-à-petit les directions régionales et impose une hiérarchisation des travaux et leur centralisation.

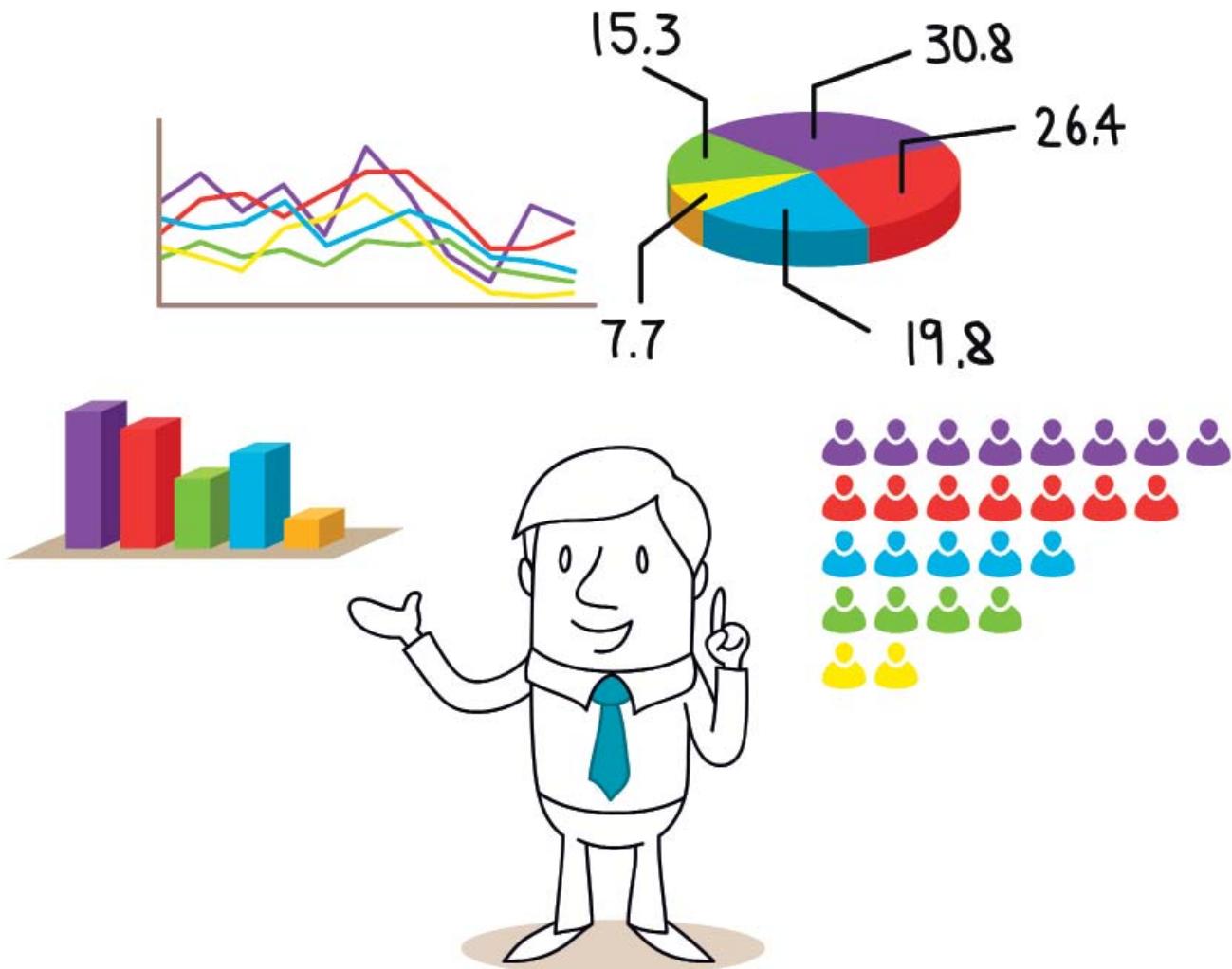
Dans le cadre de la mutualisation des fonctions support, la généralisation de la mise en place de Sirhius à l'INSEE (projet de gestion des « *ressources humaines* » commun à toutes les directions de Bercy) porte un projet fondé sur une gestion inhumaine des personnels dont le seul but est de faire des économies de gestion. Les utilisateurs et les gestionnaires trinquent.

La situation dans laquelle se trouve aujourd'hui les services de « *ressources humaines* » de l'INSEE n'est pas seulement due aux déboires d'un logiciel pas du tout prévu pour l'administration. Elle est surtout la conséquence

d'une volonté de mettre en place une organisation du travail intrinsèquement ingérable.

La MAP, c'est aussi la poursuite de l'extension du centre de statistique à Metz, entraînant des suppressions de postes et de travaux dans les autres établissements, les directions régionales et les centres nationaux d'informatiques.

Ainsi, sans missions nouvelles ni moyens budgétaires supplémentaires, les postes seront bel et bien prélevés sur les autres services en territoires, où comment « *déshabiller Paul pour mal habiller Pierre* » !





SORTIR LA DGCCRF DE LA REATE !

Suite aux importantes mobilisations des personnels de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), le Comité interministériel pour la Modernisation de l'action publique (CIMAP) du 17 juillet dernier a identifié la nécessité « [...] de répondre de manière spécifique aux missions de contrôle et de protection des consommateurs [...] » (décision numéro 34). Depuis et afin de formuler des propositions dans ce sens, les ministres de Bercy ont mis en place une mission conduite par le Secrétaire général de Bercy et la Directrice générale de la CCRF. Au terme de premières réunions de travail avec les syndicats de la DGCCRF et les fédérations des Finances, il apparaît que différentes propositions pourraient être soumises à l'avis des ministres.

S'agissant du fonctionnement du réseau, les propositions formulées poursuivraient trois objectifs :

- 1) clarifier le rôle et l'organisation des services,
- 2) améliorer le pilotage des activités,
- 3) faciliter la mobilisation des compétences.

S'agissant du « volet social », les propositions formulées poursuivraient deux objectifs :

- 1) accompagner les agents,
- 2) accompagner les cadres.

Par ailleurs, deux mesures sont envisagées à propos des coopérations entre la DGCCRF et la Douane, à savoir l'élaboration d'un contrat d'objectif et de performance sur la période 2014 / 2017 pour les laboratoires, le renforcement des échanges d'informations entre la DGCCRF et la Douane.

Ces premières annonces confirment qu'un véritable bras de fer est engagé s'agissant de la revendication centrale portée par la CGT : **Sortir la DGCCRF de la Réate !** Lors des audiences avec la mission, la CGT a réitéré quelques éléments clés de son corpus revendicatif :

- garantir la dimension nationale des politiques publiques dévolues à la DGCCRF ;
- rétablir la chaîne de commandement de la DGCCRF, du niveau national aux niveaux déconcentrés (Régions, départements, secteurs) ;
- assurer une gestion nationale des missions, des moyens et des personnels de la DGCCRF par la DGCCRF ;
- revaloriser de manière significative les moyens alloués à la DGCCRF afin de notamment procéder à un plan massif et pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois ;
- dégager les moyens budgétaires nécessaires afin d'assurer la pérennité et le développement du réseau des laboratoires ;
- engager un réel processus de négociation sur les rémunérations, les droits et les garanties collectives des personnels.

La CGT a également réitéré son opposition totale, ferme et résolue quant à toute tentative de mise en œuvre d'une mutualisation interdépartementale ou interrégionale des services et des personnels. La CGT appelle les agents de la DGCCRF à poursuivre leur mobilisation pour imposer la sortie de l'ensemble des services de la Réate !

EUROVERGNATES : UN RENDEZ-VOUS DE LUTTE FESTIF !

Brèves

L'OCDE fait état d'une « inflexion positive » de l'économie en France

L'organisation prévoit une hausse du PIB de 0,3 % en 2013 et de 0,8 % en 2014. Si l'on peut y voir un aspect positif, il convient de ne pas oublier que les économistes considèrent qu'il faut une croissance de plus de 1,5 % par an pour créer de l'emploi.

Plus vraiment d'écart de salaire entre le public et le privé

L'écart entre les salaires du secteur public et du secteur privé s'est réduit. Entre 1995 et 2011, les revenus du secteur privé ont augmentés de 0,3 % dans le public et 0,8 % dans le privé. Si les salaires des fonctionnaires apparaissent en moyenne de 12 % supérieurs dans le public, la durée d'emploi y est aussi supérieure de 10 % car l'emploi y est plus stable. Ce qui revient à dire que pour une même quantité de travail, il n'y a que très peu de différence de salaires.

Les « rencontres Eurovergnates » se sont tenues, le 28 septembre dernier, sous l'impulsion de deux comités d'établissement de la Banque de France, celui de la papeterie de Vic-le-Comte (fabrication du papier pour les billets de banque) et celui de l'imprimerie de Chamalières (impression des billets de banque). Tous deux sont à forte majorité CGT. Cette journée fut tout à la fois revendicative et festive, comme le souhaitaient ses organisateurs.

Revendicative

Car à la fin de l'année 2012, le gouverneur de la Banque de France a soutenu un projet de transformation profonde de la papeterie. Trois scénarios ont été présentés. Deux d'entre eux annonçaient la mort de ces activités au sein de la Banque de France, faute d'investissement. Le troisième prévoyait, quant à lui, l'investissement dans une nouvelle machine à papier absolument nécessaire pour la pérennité de l'activité. Mais cette solution reposait sur la création d'une nouvelle entité juridique qui deviendrait alors une filiale de la Banque de France.

Ces trois hypothèses étaient toutes inacceptables. Elles ont d'ailleurs créé un très grand émoi au sein des personnels des deux sites industriels. L'ensemble des élus et l'ensemble des représentants syndicaux ont alors, une nouvelle fois, développé devant la direction et les élus locaux, les axes qu'ils défendent et qui sont contenus dans le document unitaire « Projet intersyndical pour une Banque de

France à l'horizon 2020 ». Tous sont convaincus que les unités industrielles de la Banque de France ont un rôle prépondérant à avoir dans la fabrication des billets au sein d'un pôle public européen et soutiennent ce projet. Celui-ci propose notamment la fabrication de billets de 1 € et de 2 €, proposition présentée et votée par le Parlement européen.

L'objectif est donc de moderniser la papeterie au sein de la fabrication des billets de la Banque de France, elle-même pilier d'un pôle public européen de fabrication fiduciaire.

Festive

Il est rapidement apparu aux responsables des deux comités d'établissement qu'il était important de créer des initiatives qui permettraient aux salariés des deux sites de se retrouver et d'échanger sur l'avenir des deux centres. C'est cette idée qui a poussé à organiser cette journée des « Rencontres Eurovergnates ». L'ambition fut d'intégrer cette initiative dans l'environnement général par le biais des activités sportives et culturelles, par l'ouverture aux familles et au public avec des concerts et des espaces de jeu gratuits pour les enfants. Avec près de 2 000 visiteurs, l'initiative fut un véritable succès.



Un billet « eurovergnat » de 1 €, à l'effigie de Vercingétorix, a été créé pour l'occasion, permettant aux nombreux visiteurs de payer leur repas ou leurs consommations.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA DOUANE : UNE GRANDE RÉUSSITE !

Venant conclure un cycle de rencontres régionales qui se sont déroulés tout au long de l'année 2013, les états généraux de la Douane, accueillis le 18 septembre au Conseil économique, social et environnemental (CESE), se sont déroulés devant une assistance nombreuse : douaniers bien sûr, mais aussi professionnels, journalistes et hommes politiques. C'est une franche réussite pour l'intersyndicale douanière et un point d'appui pour les luttes (cf. page 6).

De nombreux intervenants, chefs d'entreprises, militants associatifs, syndicalistes européens ou français, journalistes, juges d'instruction, ont ébauché ce que pourrait être un service public douanier performant et efficace au service de tous et ont évoqué leur propre expérience.

Les transformations des relations économiques internationales rendent indispensable le service public douanier

Plusieurs intervenants (D. Plihon - AT-TAC -, A. Bougrain-Dubourg - LPO -, C. Nithart - Robin des bois -) ont décrit le contexte international d'exercice de la mission douanière : développement du commerce international et des trafics de drogues, de marchandises contrefaites ou d'espèces animales protégées ; négociation en catimini du Pacte Transatlantique pour le commerce et l'investissement entre l'UE et les États-Unis.

Les professionnels ont besoin d'un service douanier fort

Les chefs d'entreprises ou les représentants de différents syndicats professionnels (F. Clément-Grandcourt - Bic -, P. Delval - Fé-

dération Française du Bâtiment -, P. Clerc - directeur de l'Intelligence économique à CCI France -) ont mis en avant la nécessité de disposer de services de contrôle dotés des moyens d'intervention suffisants pour garantir un plein respect des normes de sécurité, la loyauté des échanges, et une lutte efficace contre les contrefaçons. Ils ont aussi évoqué les problématiques délétères liées à la concurrence entre les états au sein de l'UE.

Les professionnels, citoyens et consommateurs ont besoin d'une police des marchandises efficace sur tout le territoire

Pour assurer un service douanier de niveau équivalent sur tout le territoire et protecteur des citoyens, de nombreux intervenants (J-P. Joubert - expert toxicologue -, M. Fourcade - CESER Aquitaine -, J. Perrot - Union régionale CFDT d'Ile-de-France / aménagement du territoire -, etc.) sont intervenus sur la nécessité de lier service public douanier et maintien de l'activité économique sur l'ensemble du territoire.

Pour une fiscalité, notamment écologique, juste et efficace.

P. Crosemarie (représentante CGT aux CESE), F. Arfi (journaliste à Médiapart) ou C. Prats (juge d'instruction) ont souligné l'importance des enjeux sociétaux et démocratiques de la mise en œuvre d'une fiscalité écologique juste et d'une lutte contre la délinquance fiscale s'appuyant sur les compétences de la douane.

Pour en savoir plus :

www.snad.cgt.fr &
etatsgenerauxdeladouane.fr

Brèves

Baisse du nombre de fonctionnaires

Le rapport annuel de l'état de la Fonction publique 2013 indique que le nombre global de fonctionnaires a baissé de 0,4 % entre 2010 et 2011. La baisse était de 0,1 % l'année précédente. Si les effectifs ont légèrement augmenté dans les fonctions publiques territoriales et hospitalières, en revanche, ils ont baissé de 2,4 % soit 59 400 postes dans celle de l'État. En cinq ans, 150 000 postes ont été supprimés.

Nouvelle attaque contre les droits des travailleurs en Europe

Sous couvert d'alléger la réglementation des entreprises, la Commission européenne veut notamment limiter les obligations en matière d'information et de consultation des travailleurs et réviser la législation sur le temps partiel, les CDD et l'intérim. Première conséquence concrète, elle a refusé de transcrire dans une directive l'accord sur la santé et la sécurité conclu entre les syndicats et le patronat du secteur de la coiffure.

CONFÉRENCE D'UNI-EUROPA FINANCE

Près de 200 délégués de 25 pays européens et de 10 pays extérieurs à l'Europe ont participé à la Conférence d'UNI-Europa Finance qui s'est tenue à Athènes les 24 et 25 octobre 2013 sous le slogan « *Mettre la finance au service des gens* ».

Ils ont dressé un constat sans concession de l'évolution du système financier en Europe : « *Il n'y a pas eu de changements fondamentaux depuis l'éclatement de la crise... l'économie européenne est plus financiarisée que jamais* » a déclaré la présidente de Finance Watch, tandis qu'une enquête menée par UNI montrait que, depuis la mi-2011, 193 000 emplois avaient été supprimés dans le secteur de la finance au niveau mondial,

dont 134 000 en Europe. Ils se sont ensuite interrogés sur les moyens de rendre la finance durable, c'est-à-dire de la mettre au service de la société et non des spéculateurs. Pour UNI, cela implique de maintenir un secteur financier diversifié, d'associer les salariés et de garantir à ceux-ci les moyens d'assurer leur travail dans les meilleures conditions au bénéfice des clients. Ils ont notamment rappelé la nécessité de meilleurs emplois exempts de peur et de pression à la vente.

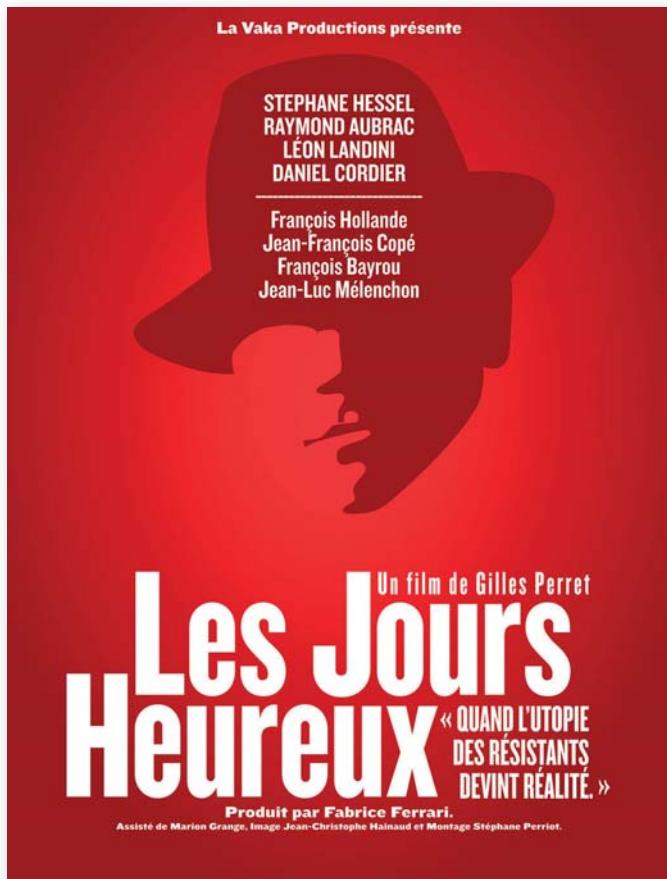
Les débats ont également porté sur les moyens d'améliorer l'utilisation des outils dont disposent les travailleurs au niveau européen, notamment pour en faire des vecteurs de syndicalisation : comités d'entreprise

europeens, instances du dialogue social européen. UNI-Europa Finance revendique par ailleurs que la mise en place du Mécanisme de surveillance unique des banques, qui sera géré par la Banque centrale européenne, s'accompagne de la création d'une structure de dialogue social associant les représentants des personnels de toutes les institutions concernées.

Les participants à cette Conférence ont bien évidemment exprimé leur soutien aux travailleurs grecs, dont beaucoup sont plongés dans la misère par les décisions de la Troïka (Commission européenne, BCE, FMI), et leur solidarité avec les luttes qu'ils mènent, convaincus que leur « *victoire sera celle de tous les travailleurs et de tous les citoyens d'Europe* »



À LIRE, À VOIR



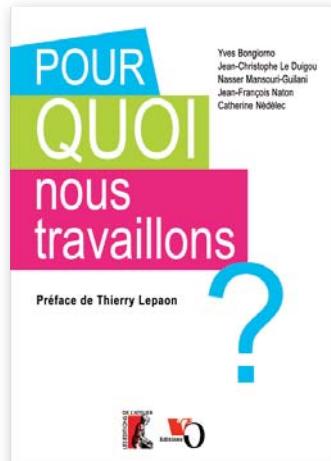
Les jours heureux

Entre mai 1943 et mars 1944, sur le territoire français encore occupé, seize hommes appartenant à tous les partis politiques, tous les syndicats et tous les mouvements de résistance vont changer durablement le visage de la France. Ils vont rédiger le programme du Conseil National de la Résistance intitulé magnifiquement : « *Les jours heureux* ».

Ce programme est encore au cœur du système social français puisqu'il a donné naissance à la sécurité sociale, aux retraites par répartition, aux comités d'entreprises, etc.

Ce film vise à retracer le parcours de ces lois, pour en réhabiliter l'origine qui a aujourd'hui sombré dans l'oubli. Raconter comment une utopie folle dans cette période sombre devint réalité à la Libération. Raconter comment ce programme est démantelé depuis, questionner la réalité sociale d'aujourd'hui, et voir comment les valeurs universelles portées par ce programme pourraient irriguer le monde demain.

Film réalisé par Gilles Perret,
sorti en salle le 6 novembre 2013.



Pour quoi nous travaillons ?

Le travail a changé. Face à ces mutations et à la crise, de nouvelles questions sont posées aux salariés, aux syndicats comme au patronat. Des cadres anciens ont éclaté, la précarité s'est installée, l'entreprise s'est remodelée, la rentabilité financière à court terme a imprégné les manières de s'organiser. Des contradictions nouvelles sont apparues : la résistance des salariés soucieux de bien faire leur travail a mis en évidence les dysfonctionnements générés par des stratégies aveugles et incapables de répondre à cette envie tenace d'être écouté et reconnu.

Le rapport capital-travail a subi des inflexions très fortes depuis trente ans. La rémunération accrue du capital a conduit à des destructions massives d'emplois. L'enjeu du travail s'en est trouvé effacé. Ce livre met en évidence que son appropriation par les salariés contient un fort potentiel d'émancipation et conduit à affronter la question de l'emploi de façon plus offensive. Le livre aide à la construction d'une argumentation sur l'enjeu du travail. Il aide à bien détailler l'évolution du rapport capital/travail sur trente ans.

C'est un livre incarné, qui part des expériences. Des expériences sont relatées comme celle de Renault Sandouville ou celle de la Défense. Le livre aborde la question des retraites et montre que la CGT est force de proposition en ce qui concerne le travail et pas uniquement sur le champ de la revendication.

Découlant d'une recherche collective de trois ans menée par la CGT intitulée : « *Transformation du travail & développement humain durable* », ce livre, à plusieurs entrées, ouvre plusieurs portes pour donner des repères à tous les salariés afin qu'ils prennent la parole sur leur travail et se donnent les moyens de le transformer.

Livre aux éditions de l'atelier et VO éditions,
tarif de 15 €

POUR EN FINIR AVEC
**LES DÉRIVES
BANCAIRES !**



la
cgt
FINANCES

**EMBAUCHONS
AUX FINANCES**